

# La grogne des maires ruraux se mue en colère

La fronde s'est exprimée hier, lors de l'assemblée générale de l'association des maires ruraux du Var, contre les décisions prises par les gouvernements successifs et l'Assemblée nationale

Un déluge de reproches s'est abattu sur les représentants de l'État et de l'Assemblée nationale, présents hier à Entrecasteaux, à l'assemblée générale de l'association des maires ruraux du Var (AMRV). Ces critiques portent sur l'avalanche législative, la multiplication des normes imposées, la baisse des dotations, la disparition progressive des recettes provenant de la taxe d'habitation sans en connaître la compensation, etc.

## Eau et assainissement : la douche froide

Mais aussi bien d'autres sujets (loi GEMAPI, fermeture des services publics ou des dessertes ferroviaires, limitation de vitesse à 80 km/h, hausse des taxes sur les carburants, accès à la téléphonie et au haut débit...), vus comme autant de bâtons

## Le chiffre

# 109

C'est le nombre de communes qui adhèrent à l'association des maires ruraux du Var.

mis dans les roues des maires et d'inégalités au détriment des habitants des territoires ruraux. Paris est accusé de vouloir la peau des communes au profit des intercommunalités et des métropoles.

Le transfert de la compétence eau et assainissement obligatoire en 2020 pour les communes adhérentes à une communauté d'agglomération, et le sursis sous conditions jusqu'en 2026 à cette obligation pour celles d'une communauté de communes, sont la goutte d'eau qui fait déborder le vase. Les maires ruraux n'y opposent pas tous une fin de non-recevoir mais réclament « le droit d'avoir le choix ».

Ils demandent, comme l'a indiqué André Guiol, président de l'AMRV, « la fin des transferts obligatoires de nos compétences, l'arrêt des ponctions budgétaires improvisées ou toutes autres décisions concernant nos recettes ».

## Une riposte aux lois « ruralicides »

Ils souhaitent aussi qu'on intègre « la notion de territoire et de ruralité dans l'ar-



Les maires ruraux ont le sentiment que l'exécutif veut la mort des communes.

(Photos Luc Boutria)

ticle 1 de la Constitution pour mettre fin aux lois ruralicides. C'est une vraie bagarre qu'on doit mener ».

Les maires ruraux ont décidé, à l'unanimité, lors de leur congrès national fin septembre, de boycotter la transmission des résultats des élections européennes aux préfetures et à la presse, obligeant les fonctionnaires à se rendre dans

les mairies aux heures ouvrables pour venir les récupérer. « Chaque maire garde la liberté de le faire ou pas », a prudemment précisé M. Guiol. « À part embêter la préfecture, je ne vois pas ce que ça va changer. On est mou du genou. Je ne pense pas que l'exécutif tremble », s'est désole Yannick Simon, maire de Cabasse... Plusieurs élus ont rappelé

que les communes sont au service de la République avec leur double casquette étatique et territoriale. L'atteinte à cet équilibre est à leurs yeux une porte ouverte aux partis non démocratiques.

Serge Jacob, secrétaire général de la préfecture, représentant le préfet, a tenté d'apaiser la fronde : « La ruralité pour moi, c'est une

chance, un impératif. Elle est majoritaire aujourd'hui en France (...) Nous sommes mobilisés, attentifs, à votre disposition ».

**VÉRONIQUE GEORGES**  
vgeorges@nicematin.fr

(1) Étaient présents les députés Sereine Mauborgne, Fabien Matras, Jean-Louis Masson, les sénateurs Pierre-Yves Collombat, Claudine Kauffmann, Christine Lanfranchi, Philippe Vitel, représentant le conseil régional; Françoise Dumont, représentant le conseil départemental; les représentants des services de l'État dans le Var, de la gendarmerie, du service départemental d'incendie et de secours (SDIS)...

## La phrase

« La volonté du président de la République n'est pas de supprimer les communes. Il n'y a pas de réforme territoriale prévue. Si ce n'est pas le cas, je quitterai la République en marche et je rejoindrai le groupe Libertés et territoires créé par seize députés. »

Fabien Matras, député de la 8<sup>e</sup> circonscription.

## « Depuis 2010, nos revenus sont siphonnés »

**Romain Debray, maire d'Entrecasteaux :** « On est en pleine ruralité ici. On est très fier de notre patrimoine, de notre forage. On gère l'eau en régie, ça marche très bien. Le prix de l'eau est très bas. Vous savez où j'en viens : il y a une incompréhension des citoyens sur le transfert de la compétence eau et assainissement. Pourquoi nous priver de ce levier de développement ? Un collectif s'est créé, une pétition a recueilli 600 signatures. J'appelle les maires à communiquer là-dessus. »

**Michel Gros, maire de La Roque-brussanne :** « Les maires sont des professionnels républicains. Depuis des années, on sent une lame de fond, et depuis une dizaine d'années, des lois ruralicides. Il y a un manque de confiance et de respect de l'État par rapport à notre travail. »

**Pierre-Yves Collombat sénateur, vice-président de l'AMRV :** « Rien ne serait plus catastrophique que cette disparition des maires faite de



À l'image de Michel Tosan, le maire de Bagnols-en-Forêt, les décisions de l'État sont vivement critiquées.

combattants. Ce serait un drame pour le pays tout entier, pour la démocratie. Depuis la révolution qui a créé les communes, la République est au village en même temps qu'à Paris... Regardez la sécession civique galopante, elle porte en germe des lendemains qui ne chanteront

pas. La commune est le terreau du civisme. Le combat continue et continuera et la raison finira par triompher. La nation est un passé et un futur. »

**Christine Amrane, maire de Collobrières :** « Un vent de révolte souffle. Depuis une quinzaine d'années que les transferts de compétences se multiplient : quel en est le coût ? A-t-on fait le bilan ? Quelles économies ont été faites ? Pour chacun d'entre nous, c'est plus de complexité, nous ne savons plus où nous allons. Il va falloir augmenter les taxes car l'État nous y oblige. On sait qu'avec les élections, on va tous dégager. »

**André Guiol, président AMRV :** « Il y a une constante depuis 2010 dans le transfert de nos compétences et le siphonnage de nos revenus. »

**Michel Tosan, maire de Bagnols-en-Forêt :** « Aujourd'hui, nous sommes en première ligne. Nous nous battons pour notre population. À Paris, la superstructure n'a pas la capacité de prendre ses responsa-

bilités. C'est à la représentation nationale majoritaire de prendre ses responsabilités. »

**Hervé Chatard, maire de La Verdière :** « Nos petites écoles sont en difficulté. On investit beaucoup dans les bâtiments, le numérique. On n'a pas perdu d'enseignant cette année, il est capital de maintenir l'effort l'an prochain. »

**Claude Porzio, maire de Pourcieux :** « Je suis préoccupé par le mode d'attribution de la dotation d'équipement des territoires ruraux. » Une inquiétude largement partagée...

**Jean-Jacques Lachamp, président de l'AMRV des Alpes-Haute-Provence :** « J'en appelle aux législateurs : si vous voulez supprimer la commune, allez jusqu'au bout. Quel que soit l'exécutif, de droite ou de gauche, on nous enlève tout. Le prix au m<sup>3</sup> de l'eau va exploser. »

**Pierre Gautier, maire de Forcalqueiret :** « La majorité de nos lois proviennent d'une tendance lourde, d'une lame de fond, malgré les al-

ternances, les changements de présidents, rien n'y fait, aucun ne modifie ni ne corrige. Est-ce que ce sont les politiques qui gouvernement ou les fonctionnaires dans le but ultime de faire disparaître les communes ? »

**Denise Leiboff, présidente de l'association régionale des communes pastorales :** « Nous en avons ras-le-bol. Quels moyens avons-nous de nous faire entendre ? »

**Christine Lanfranchi, sénatrice :** « On continue à travailler, à investir, à avancer, à appliquer les lois de la République. On s'est habitué au pire. Qui est oublié dans tout ça ? La voix du peuple. 30 % de la population vit dans les petites communes rurales. »

**Jean-Louis Masson, député :** « On est en train de supprimer cette démocratie locale qui fait la force de notre République. Il faut s'unir et se battre. »

**Jean-Pierre Vèran, président de l'association des maires du Var :** « Laissez les communes telles qu'elles sont. Écoutez les maires. »